franc et commun soccage, établie par la 14^e pour les terres concédées ou à être concédées par la Couronne, peut être modifiée tant dans son essence même que dans ses effets, par aucun Acte passé dans la Province, et approuvé par Sa Majesté. Ces deux questions sont donc maintenant du ressort de la Législature Coloniale.

XLIV. Et il est de plus statué par la dite autorité, que si aucune personne ou personnes tenant aucunes terres dans la dite Province du Haut Canada, en vertu d'aucun certificat d'occupation obtenu sous l'autorité du Gouverneur en Conseil de la Province de Québec, et ayant pouvoir et autorité de les aléner, les remettent en aucun tems, depuis et après le commencement de cet Acte, entre les mains de Sa Majesté, ses Héritiers ou Successeurs, par requête au Gouverneur, ou au Lieutenant Gouverneur, ou à la Personne qui aura l'Administration du Gouvernement de la dite Province, constatant qu'ils désirent de les tenir en Franc et Commun Soccage, tel Gouverneur, ou Lieutenant Gouverneur, ou la Personne qui aura l'Administration du Gouvernement, sur cela fera faire une nouvelle concession à telle personne ou personnes de telles terres, pour être tenues en Franc et Commun Soccage.

XLV. Pourvû néanmoins, et il est de plus statué par la dite autorité, que telle remise et concession n'annuleront ou n'exclueront aucun droit ou titre sur aucunes telles terres ainsi remises, ou aucun intérêt dans icelles, auxquels aucune personne ou personnes, autre que la personne ou personnes qui les aura remises avait eu droit, soit par possession, jouissance ou réversion ou autrement, au tems